



An inexpensive, excellent reference
for business executives, government
officials, scholars and the general public.

Afr
20

Xe journée nationale du paysan : 90 milliards pour la petite irrigation

Sidwaya (Ouagadougou)

ACTUALITÉS

30 Janvier 2006

Publié sur le web le 31 Janvier 2006

By Fatouma Sophie Ouattara

Après la cérémonie d'ouverture de la Journée nationale du paysan (JNP), le président du Faso et son gouvernement ont rencontré dans la soirée du 28 janvier, le monde paysan.

«Sous l'arbre à palabre», le chef de l'Etat, accompagné du nouveau gouvernement, a évoqué avec les producteurs, les grandes questions agricoles de l'heure.

«La nuit de la vérité». C'est ainsi qu'on désigne le face-à-face entre le chef de l'Etat et les producteurs à l'occasion des Journées nationales du paysan. Cette année, la rencontre a eu lieu à Manga, au gouvernorat. D'un côté, Blaise Compaoré assisté du Premier ministre et des membres du gouvernement et de l'autre côté, les paysans se sont dit les quatre vérités, les «yeux dans les yeux».

Le ministre d'Etat, chargé de l'Agriculture a d'abord félicité les producteurs qui ont pu respecter la plupart de leurs engagements pris à la 9e édition de la JNP à Gaoua. Il s'est particulièrement réjoui de la situation agricole excédentaire enregistrée par le pays ces cinq dernières années, et particulièrement la campagne agricole écoulée avec un excédent céréalier de plus d'un million de tonnes. Abondant dans le même sens, le chef de l'Etat, Blaise Compaoré, a surtout loué la détermination des paysans à aller encore plus de l'avant pour le développement économique du pays.

A leur tour, les paysans ont soumis des préoccupations aux autorités. Ils ont attiré leur attention sur la non-tenue de certaines promesses qui leur avait été faites. Il s'agit de la détaxation des intrants agricoles, la dotation des Chambres d'agriculture d'un budget de 300 millions de F CFA au lieu de 100 millions. Sur cette question, le ministre des Finances et du Budget a été interpellé.

Jean-Baptiste Compaoré a promis de corriger cet état de fait. Désormais, comme promis, 300 millions de F CFA seront alloués aux Chambres d'agriculture. Par rapport au coût très élevé des intrants agricoles dû aux prélèvements de taxes, la réponse du ministre reste mitigée. Cependant, il rassure tout de même qu'il n'y a pas de prélèvement de la TVA sur les intrants agricoles. Et d'ajouter que le Burkina, en tant que membre de l'UEMOA, devait se conformer à certaines réalités.

Toutefois, a-t-il précisé, des discussions seront engagées au sein de l'espace UEMOA, afin de trouver des réponses aux préoccupations du monde paysan. Et le Premier ministre, Paramanga Ernest Yonli d'ajouter que son gouvernement s'attellera à imaginer un nouveau système fiscal, qui permettrait de baisser davantage le coût des intrants.

En ce qui concerne l'écoulement et la commercialisation des produits agricoles, M. Yonli, a souhaité plus d'investissement personnel de la part des producteurs. Il les a invités à devenir de véritables

agents économiques capables de faire face à la concurrence, en s'investissant sur plusieurs fronts. Les producteurs ont souhaité la création d'unités de transformation des produits agricoles, tels les fruits et légumes ainsi que les céréales.

Production multipliée par quatre en 20 ans

Prenant à témoin, la création de la Société burkinabè des fruits et légumes (SOBFEL), le ministre du Commerce, Benoît Ouattara, a signifié que l'écoulement des produits agricoles constitue une préoccupation majeure du gouvernement. Il en est de même, pour les unités de transformation réclamées par les producteurs. D'ores et déjà, M. Benoît Ouattara annonce que de nouvelles unités verront bientôt le jour à l'Est et à l'Ouest du pays. La réouverture des Grands Moulins du Burkina (GMB) avec plus de capacité, est également annoncée.

En 20 ans, la capacité de production du pays a été multipliée par quatre. Ce record jamais égalé, fait du Burkina, un pays bien en vue, auprès des bailleurs de fonds.

C'est pourquoi, le Burkina vient d'obtenir, a annoncé le chef de l'Etat, environ 90 milliards de F CFA au profit de la petite irrigation.

De plus, a-t-il ajouté, 2000 motos-pompes plus puissantes et 500 tracteurs seront mis à la disposition des producteurs à des coûts raisonnables. Pour le président Blaise Compaoré, c'est un programme rigoureux de grande envergure qui s'annonce ainsi.

Les paysans devraient, à leur tour, faire preuve de polyvalence en explorant tous les secteurs agricoles pour plus de compétitivité. Des questions d'ordre général, liées surtout à l'électrification rurale, l'extension de la téléphonie mobile dans les campagnes, la sécurité, la santé des producteurs et la menace des crocodiles sur la pêche, ont été posées au gouvernement. A chaque question, les différents ministres de tutelle ont apporté des éléments de réponse. Ainsi, le gouvernement a annoncé l'électrification de 60 localités, chaque année, pendant 5 ans, la mise en place d'une police de proximité en vue d'assurer la sécurité des braves producteurs. Grâce à la concurrence ouverte dans le secteur de la téléphonie mobile, les paysans devraient s'attendre, selon le ministre en charge des Télécommunications, Joachim Tankoano, à communiquer à partir de leur champ avec le reste du monde.

Très motivés par la présence du président, les producteurs ont pris des engagements dans la perspective d'un accroissement effectif de la productivité.

Comme il est de coutume, les producteurs ont pris une dizaine d'engagements, allant dans le sens d'accroissement de la productivité. Dans ce sens, le gouvernement et les producteurs ont chacun fait des promesses et pris des engagements. Rendez-vous a été pris pour la XIe édition de la Journée nationale du paysan pour faire le point des engagements.

Copyright © 2006 Sidwaya. Droits de reproduction et de diffusion réservés. Distribué par AllAfrica Global Media (allAfrica.com)
